



La Commune



La France sur un siège éjectable

Côte d'Ivoire

Les récents développements de la situation en Côte d'Ivoire sont riches d'enseignements : on a vu le président Laurent Gbagbo donner l'ordre à son aviation de bombarder les rebelles dans le Nord du pays. Et, au cours d'un des raids, neuf soldats de l'opération Licorne ont été tués. Il n'a pas fallu deux jours pour que Chirac donne l'ordre de destruction de l'aviation militaire ivoirienne (six appareils) et qu'une flambée de colère et de violences anti-françaises s'ensuive. 5000 expatriés, soit un tiers de ceux qui étaient restés, sont rentrés en France, et le pays est au bord de l'explosion.

Le président Gbagbo est le fondateur du FPI (Front Populaire Ivoirien) et son parti est affilié à la IIème Internationale " socialiste ". Lui-même compte de nombreux amis au PS, en particulier Emmanuelli, qui a dernièrement tancé ses amis accusés par lui d'abandonner ce camarade d'Internationale ... Il faut dire qu'il a tenu naguère des discours anti-colonialistes et fait de la prison sous Houphouët. En fait, il n'a jamais, à aucun moment, vraiment inquiété les grands groupes français tels que Bouygues, Bolloré, France Télécom, etc, mais il a laissé les " majors " américaines rafler le marché du sucre aux sociétés françaises qui tentaient de conserver un monopole mal en point. En septembre 2002, la rébellion du Nord éclate. Il est établi qu'elle a largement été soutenue par le gouvernement de Blaise Compaore, président du Burkina Faso et assassin de son ancien camarade Thomas Sankara - qui se réclamait du socialisme et fut abattu en 1987.

Les accords impossibles de Marcoussis

Ce soulèvement aboutit à l'assassinat du général ex-putschiste et ex-président Gueï, mais ne parvient pas à renverser le régime de Gbagbo, car l'armée française stoppe l'offensive du Nord le long d'une ligne Man-Bouaké-Bandoukou, ce qui entraîne la division du pays en deux depuis vingt-six mois. Les accords de Marcoussis, conclus en janvier 2003, prévoyaient une réconciliation après la constitution d'un gouvernement d'union nationale, chargé d'amender la Constitution et de préparer les présidentielles d'octobre 2005. Jamais ces accords ne furent appliqués, pas plus que ceux d'Accra I, II et III, destinés à assouplir lesdits accords. Et Gbagbo a choisi l'offensive. À chaque étape de la crise, il s'est appuyé sur le lumpen prolétariat d'Abidjan et sur ses milices, à la tête desquelles Charles Blé Goudé, célèbre pour son exhortation : " *À chacun son Français* " en 2003. De fait, Gbagbo ne dispose guère que de cette arme pour maintenir ses chances. La guerre à épisodes qui dure depuis le 19 septembre 2002 a fait des milliers de morts, ce qui devrait suffire à rejeter le mythe de l'armée française présentée comme le sauveur de la paix. Récemment, entre le 6 et le 9 novembre, elle a tiré sur les manifestants pro-Gbagbo et anti-français, reconnaissant 20 morts là où les commissions des Droits de l'Homme en relèvent une soixantaine. Parmi les banderoles des manifestants : " *Sales racistes, rentrez chez vous* ". La panique des Français était à son comble et l'argument des militaires de " Licorne " est donc le suivant : " *Il s'agissait d'autodéfense élargie* " !

Guerre entre Chirac et Bush

De fait, le relent colonialiste de cette opération est tellement évident qu'il en est aveuglant. Les États-Unis n'ont plus qu'à attendre que le fruit soit complètement mûr ; la situation de Chirac-Raffarin et de l'armée, engluée dans l'opération " Licorne ", ne peut qu'empirer. Chaque initiative française ne peut que déchaîner les protestations. Les représentants des bourgeoisies " compradores ", comparses de l'impérialisme, se vendent au plus offrant, et la lutte feutrée entre les sociétés géantes US et les groupes français, déjà à l'origine des deux guerres civiles au Congo Brazzaville en 1997 et 1999, conduit à une situation du même type en Côte d'Ivoire.

D'ailleurs, les principales matières premières, dont le cacao sont déjà en train de passer aux mains des USA. " Licorne " est une opération de protection des derniers " intérêts français ", c'est-à-dire des entreprises souvent présentes depuis l'époque coloniale ou héritières de cette époque. La classe ouvrière de France et tous les peuples en général n'ont rien à gagner dans cet affrontement entre impérialismes, pour le partage du gâteau colonial. Il faut exiger le retrait sans condition des troupes françaises de Côte d'Ivoire et de toute l'Afrique.

Modifié le jeudi 23 juin 2005

Voir aussi dans la catégorie Côte d'Ivoire

Contre la nouvelle intervention impérialiste : Troupes françaises et de l'ONU hors de Côte d'Ivoire !

Dernière minute : le 11 avril, Gbagbo a donc été arrêté grâce aux troupes françaises de la force "Licorne" et de leur implication étroite en Côte d'Ivoire Ce dernier acte ne fait que... >>

La France sur un siège éjectable

Les récents développements de la situation en Côte d'Ivoire sont riches d'enseignements : on a vu le président Laurent Gbagbo donner l'ordre à son aviation de bombardier les rebelles dans le Nord... >>

Troupes françaises : dehors !

Depuis le 19 septembre dernier, la Côte d'Ivoire vit dans une situation de crise politique à la suite du soulèvement d'officiers chassés de l'armée il y a deux ans et dont le slogan essentiel... >>
